



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Occitanie

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

dans les **Q**uartiers
prioritaires de la **P**olitique
de la **V**ille en Occitanie



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Occitanie

avec le soutien de





Depuis 2015, une nouvelle géographie d'intervention prioritaire de la politique de la ville est en vigueur, recentrée sur les zones considérées comme les plus en difficulté. Celles-ci sont définies, au sein des unités urbaines¹ de 10 000 habitants ou plus, à partir d'un critère principal, à savoir un revenu médian très inférieur à celui de leur unité urbaine d'appartenance.

Sur cette base, on compte en Occitanie **105 Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)**, répartis dans **47 communes** et **39 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)**, lesquels rassemblent **358 000 habitants, soit 6,3 % de la population régionale**.

Le présent Panorama a pour objet de **rendre compte de la présence de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans les QPV de notre région ainsi que de la forme juridique et des activités exercées par les établissements correspondantes**.

Les données présentées portent sur deux périmètres géographiques : **le « périmètre strict » des QPV en tant**

que tels ; un « périmètre élargi » comprenant, en plus des QPV, une zone allant jusqu'à 300 mètres autour de ces derniers.

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un **partenariat entre le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET, qui pilote la politique de la ville), le réseau des Chambres régionales de l'ESS (Cress) et avec le soutien de la Préfecture de la Région Occitanie**. Grâce à l'exploitation de la liste des entreprises de l'ESS², il est possible d'accéder à une observation de l'ESS à un niveau infra-communal, ce qui constitue une première.

Ce Panorama représente une première approche, en Occitanie³, du **lien entre l'ESS et les QPV**. Il pourrait donner lieu, sous réserve de la disponibilité des données, à certains prolongements et approfondissements, notamment sur les emplois concernés et leurs caractéristiques.

¹ Une unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu et comptant au moins 2 000 habitants.

² La liste des entreprises de l'ESS est issue du fichier Sirene de l'Insee ; sa publication par le réseau des Cress répond à une disposition de la loi relative à l'ESS du 31 juillet 2014. Pour plus d'informations, voir le site : <http://liste-entreprises.cnres.org/> et <http://cressoccitanie.org>

³ Une étude exploratoire intitulée : « Les entreprises de l'ESS dans les quartiers Politique de la ville » a été publiée en mai 2017 par le CGET et le Conseil National des Cress (CN Cress). Celle-ci inclut des focus sur les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Ile-de-France, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

QU'EST-CE QUE L'ESS ?

Dans son article 1, la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS définit cette dernière comme « un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine ». Les entreprises de l'ESS doivent remplir les conditions suivantes :

- > Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices.
- > Une gouvernance démocratique.
- > Une gestion conforme aux principes suivants :
 - Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité.
 - Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent être distribuées.
 - En cas de liquidation ou de dissolution, le « boni » est redistribué à une autre entreprise de l'ESS.

L'ESS est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou services sous la forme :

- > De coopératives, mutuelles, associations ou fondations.
- > De sociétés commerciales remplissant, aux termes de leurs statuts, les conditions suivantes :
 - Le respect des principes de l'ESS cités ci-avant.
 - La recherche d'une utilité sociale.
 - Le respect des principes de gestion suivants :
 - L'affectation d'une fraction au moins égale à 20 % des bénéfices de l'exercice à la constitution d'une réserve statutaire obligatoire.
 - L'affectation d'une fraction au moins égale à 50 % des bénéfices de l'exercice au report bénéficiaire ainsi qu'aux réserves obligatoires.
 - L'interdiction d'amortir le capital ou de procéder à une réduction du capital non motivée par des pertes, sauf lorsque cette opération assure la continuité de l'activité.

PRÉSENCE DE L'ESS DANS LES QPV AU NIVEAU RÉGIONAL

L'ESS dans le périmètre strict des quartiers prioritaires

1 375 établissements employeurs de l'ESS sont situés dans les Quartiers Politiques de la Ville (QPV) en Occitanie, soit **6,1 % du total** des établissements employeurs de l'ESS de la région. Le ratio correspondant pour les établissements de l'ensemble du secteur marchand hors agriculture⁴ s'établit, quant à lui, à **5,3 % : l'ESS s'avère sensiblement plus implantée dans ces quartiers que le reste de l'économie privée.**



L'ESS dans le périmètre QPV élargi

Si l'on élargit le périmètre d'observation en tenant compte, en plus des QPV, de la zone allant jusqu'à 300 mètres autour de ces derniers, le **nombre d'établissements employeurs de l'ESS s'élève à 3 561**, soit **15,9 % du total** régional des établissements employeurs de l'ESS. Cela signifie donc qu'il y a bien plus d'établissements de l'ESS dans la zone des 300 mètres autour des QPV (2 186), que dans les quartiers eux-mêmes.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette configuration, dont on notera qu'elle s'observe dans l'ensemble des régions (cf. tableau ci-dessous) :

> d'ordre géographique :

du fait d'une forme de spécialisation spatiale, les QPV seraient principalement amenés à accueillir des habitations, tandis que les activités s'implanteraient plus dans les zones des 300 mètres alentour⁵.

> d'ordre historique :

les établissements «sièges», plus anciens, seraient surtout implantés dans les QPV, tandis que le développement ultérieur des activités induirait la localisation de nouveaux établissements aux alentours des quartiers.

> d'ordre sectoriel :

les établissements de l'ESS au sein des QPV relèveraient surtout, en proportion, du secteur de l'action sociale, c'est-à-dire d'activités au plus proche des habitants (lien social, insertion, hébergement...), tandis que les établissements de l'ESS situés dans les zones des 300 mètres relèveraient plus de secteurs tels que le sport et les loisirs, l'enseignement ou les activités financières et d'assurance, qui comptent, traditionnellement, un grand nombre d'établissements. Les données sectorielles figurant en page 20 montrent que si cette hypothèse semble se vérifier au niveau national, cela n'est pas le cas dans notre région.

⁴ Afin d'alléger le texte, nous ne mentionnerons plus, dans le reste du document, que le secteur marchand ne comprend pas l'agriculture, laquelle, du reste, n'est quasiment pas présente dans les QPV.

⁵ Nous ne disposons pas de données sur les établissements du secteur marchand localisés dans les zones des 300 mètres. De telles données pourraient permettre de conforter, ou pas, cette hypothèse.

L'ESS dans les quartiers prioritaires : l'Occitanie comparée aux autres régions

Au niveau des deux périmètres géographiques considérés, **les ratios pour l'ESS obtenus dans notre région [6,1% et 15,9%] sont significativement supérieurs aux moyennes nationales**, qui s'établissent, respectivement, **à 4,7 % et 13,7 %** du total des établissements employeurs.

On constate en effet que **l'Occitanie** arrive dans le « peloton de tête » des **régions françaises en termes de présence de l'ESS dans et à proximité immédiate des QPV** : elle occupe la **4ème place**, après les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France et Ile-de-France.

Ce résultat est d'autant plus notable que **la part de la population régionale habitant dans les QPV est sensiblement inférieure à la moyenne nationale** : 6,3 % contre 7,6 %, notre région occupant, au regard de cet indicateur, une position intermédiaire à l'échelle du pays. On notera que **le secteur marchand est, lui aussi, relativement plus présent dans les QPV en Occitanie [5,3 %] qu'au niveau national [4,1 %]**.

	ESS			SECTEUR MARCHAND	POPULATION
RÉGION	Nombre d'établissements situés en périmètre QPV strict	Part d'établissements situés en périmètre QPV strict / total région	Part d'établissements situés en périmètre QPV élargi / total région	Part d'établissements situés en périmètre QPV strict / total région	Part d'habitants dans le périmètre QPV strict / total région
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	1 551	9,7 %	23 %	6,2 %	10,3 %
HAUTS-DE-FRANCE	1 185	7,8 %	21,1 %	6,6 %	11,2 %
ILE-DE-FRANCE	2 041	6,3 %	20,4 %	5,7 %	12,9 %
OCCITANIE	1 375	6,1 %	15,9 %	5,3 %	6,3 %
GRAND EST	781	4,7 %	13,2 %	3,4 %	7,2 %
NORMANDIE	358	3,3 %	9,5 %	2,1 %	5,8 %
NOUVELLE AQUITAINE	654	3 %	9,3 %	2,1 %	3,6 %
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	303	3 %	8,8 %	1,9 %	5,3 %
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	854	3 %	11,4 %	2,4 %	5,3 %
CENTRE-VAL DE LOIRE	258	2,9 %	9,6 %	2,3 %	6,1 %
CORSE	25	2,4 %	14,4 %	2 %	4,5 %
PAYS DE LA LOIRE	377	2,3 %	7,1 %	1,6 %	4,1 %
BRETAGNE	226	1,7 %	5,6 %	0,9 %	2,7 %
FRANCE MÉTROPOLITAINE	9 988	4,7 %	13,7 %	4,1 %	7,6 %

Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016 + RP 2013

PRÉSENCE DE L'ESS DANS LES QPV AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

Des **différences significatives** existent **entre les départements⁶ de la région** en termes de présence des établissements employeurs au sein des QPV ou dans le périmètre intégrant les QPV et la zone des 300 mètres alentour.

	PÉRIMÈTRE QPV STRICT				PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI		POPULATION
DÉPARTEMENT	Nombre d'établissements de l'ESS	Part / total ESS Dépt.	Nombre d'établissements du secteur marchand	Part / total marchand Dépt.	Nombre d'établissements de l'ESS	Part / total ESS Dépt.	Part de la population départementale habitant dans les QPV
AUDE	165	11,6 %	2 597	9,1 %	386	27,2 %	6,9 %
ARIÈGE	60	8,4 %	1 044	8,8 %	151	21 %	4,4 %
HÉRAULT	355	8,4 %	8 135	7,8 %	891	21,1 %	9,4 %
PYRÉNÉES-ORIENTALES	134	8,3 %	2 414	6,1 %	361	22,4 %	7,3 %
GARD	217	8,3 %	4 233	7,4 %	501	19,2 %	10,5 %
TARN-ET-GARONNE	68	7,6 %	1 059	6,2 %	178	20 %	4,4 %
TARN	88	5,3 %	984	3,7 %	278	16,8 %	4,8 %
HAUTE-GARONNE	202	4,4 %	3 091	3,1 %	554	12,2 %	5,3 %
HAUTES-PYRÉNÉES	37	3,9 %	340	1,9 %	139	14,6 %	3,7 %
GERS	20	2 %	31	0,2 %	34	3,5 %	1 %
AVEYRON	27	1,9 %	358	1,6 %	79	5,5 %	1,3 %
LOT	2	0,3 %	50	0,3 %	9	1,2 %	0,6 %
OCCITANIE	1 375	6,1 %	24 336	5,3 %	3 561	15,9 %	6,3 %

Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016 + RP 2013

⁶ Le département de la Lozère ne compte aucun QPV.

Implantation de l'ESS dans le périmètre QPV strict

La présence des établissements de l'ESS en QPV est particulièrement forte dans six départements : l'Aude, l'Ariège, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, le Gard et le Tarn-et-Garonne.

Même s'il n'y a pas de corrélation stricte, on observe que les départements dans lesquels la proportion de la population habitant dans les QPV est relativement importante sont aussi ceux où la part des établissements, de l'ESS ou non, implantés dans ces quartiers est relativement élevée. C'est le cas dans l'Aude, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et le Gard.

En revanche, les départements dans lesquels la proportion de la population habitant dans les QPV est plutôt réduite se caractérisent, le plus souvent, par le fait que les établissements de l'ESS, comme ceux du secteur marchand, sont relativement peu présents dans ces quartiers. Deux exceptions peuvent toutefois être relevées : les départements de l'Ariège et du Tarn-et-Garonne, où la proportion de la population habitant dans

les QPV est plutôt réduite, mais qui présentent des taux relativement élevés d'implantation des établissements de l'ESS et du secteur marchand dans ces quartiers.

La **relative corrélation ainsi observée entre l'importance de la population et celle de la localisation des établissements du territoire au sein des QPV** apparaît relativement logique, aussi bien :

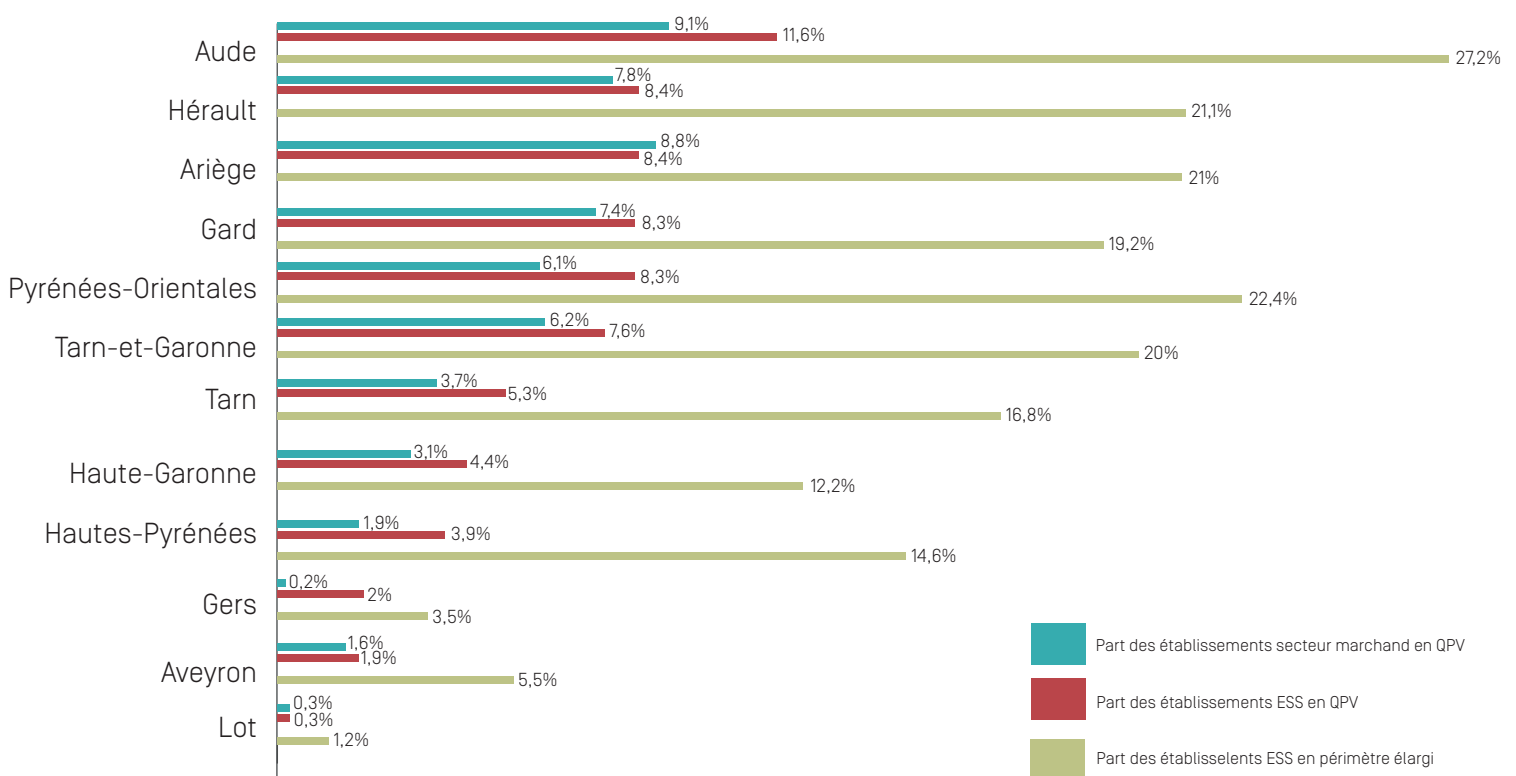
> dans une **logique** que l'on pourrait qualifier **« de demande »**, une forte population représentant une source potentielle de clientèle et étant génératrice de forts besoins sociaux ;

> dans une **logique** pouvant être dite **« d'offre »**, une forte population permettant, potentiellement, de disposer d'un réservoir conséquent de main d'œuvre ainsi que de porteurs de projet.

NB : ces deux logiques peuvent évidemment se cumuler.

ESS et secteur marchand : des implantations différenciées dans les QPV selon les départements

PART DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DE L'ESS ET DU SECTEUR MARCHAND SITUÉS EN QPV SELON LES DÉPARTEMENTS



La **part des établissements employeurs de l'ESS situés en QPV est généralement supérieure à celle des établissements du secteur marchand** (deux exceptions : le département du Lot, où les ratios sont équivalents, et celui de l'Ariège, où les établissements du secteur marchand sont, en proportion, légèrement plus présents dans les QPV que ceux de l'ESS).

Les **écarts** sont **particulièrement marqués** (égaux ou supérieurs à 2 points de pourcentage) dans les départements de l'**Aude**, des **Pyrénées-Orientales** et des **Hautes-Pyrénées**, ainsi, mais dans une moindre mesure (entre 1 et 2 point(s) de pourcentage), que dans ceux du Gers, du Tarn, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne.

On peut constater que **ces départements occupent des positions différenciées quant à la proportion de leur population habitant dans les QPV** : dans les uns, cette proportion est relativement importante, dans d'autres, elle s'avère plutôt réduite.

On notera cependant que les départements dans lesquels la proportion de la population habitant dans ces quartiers est la plus forte, le Gard et l'Hérault, se caractérisent par des taux relativement proches d'implantation dans les QPV des établissements de l'ESS, d'une part, du secteur marchand, d'autre part.



Implantation de l'ESS dans le périmètre QPV élargi

Si l'on élargit le périmètre d'observation en ajoutant aux QPV la zone des 300 mètres alentour, on observe que **la part des établissements employeurs de l'ESS** qui y sont localisés **augmente**, par rapport à celle relative aux seuls QPV, **de manière plus ou moins importante selon les départements** (en moyenne régionale, l'écart s'établit à + 9,8 points de pourcentage).

Les différentiels sont marqués dans l'Aude (+ 15,6), les Pyrénées-Orientales (+ 14,1), l'Hérault (+ 12,7), l'Ariège (+ 12,6), le Tarn-et-Garonne (+ 12,4) et le Tarn (+ 11,5). Ces départements sont assez différents en termes de proportion de leur population habitant dans les QPV : cette dernière est relativement élevée dans certains (l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et l'Aude) et plutôt réduite dans les autres (Ariège, Tarn-et-Garonne et Tarn).

En revanche, **les différentiels sont réduits** dans les départements du Lot (+ 0,9), du Gers (+ 1,5) et de l'Aveyron (+ 3,6), qui ont pour caractéristique commune de compter une faible part de leur population résidant dans les QPV.

Enfin, **les différentiels présentent des niveaux intermédiaires**, assez proches de la moyenne, dans les départements de la Haute-Garonne (+ 7,8), des Hautes-Pyrénées (+ 10,7) et du Gard (+ 10,9), lesquels occupent des positions différenciées quant à la proportion de leur population habitant dans les QPV : celle-ci présente un niveau moyen en Haute-Garonne, plutôt faible dans les Hautes-Pyrénées et élevé dans le Gard.

Quoi qu'il en soit, à la seule exception du Gers, on constate, à l'image de ce que l'on a vu au niveau régional, que les établissements de l'ESS localisés dans la zone des 300 mètres sont systématiquement plus nombreux que ceux implantés dans les QPV.

PRÉSENCE DE L'ESS DANS LES QPV AU NIVEAU DES EPCI

Si l'on considère à présent l'échelle géographique des EPCI (Métropoles, Communautés d'Agglomération [CA] et Communautés de Communes [CC])⁷, on observe de très fortes différences quant à la proportion des établissements employeurs de l'ESS du territoire localisés au sein des QPV ou dans le périmètre comprenant ces derniers et la zone des 300 mètres alentour.

		PÉRIMÈTRE QPV STRICT		PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI	
EPCI	DÉPT.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ESS	PART / TOTAL ESS EPCI	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ESS	PART / TOTAL ESS EPCI
CC du Saint Gaudinois	31	44	44,4 %	62	62,6 %
CC du Pays Grand Combien	30	21	42,9 %	27	55,1 %
CC Terres de Confluences	82	25	41 %	45	73,8 %
CA de Béziers-Méditerranée	34	120	29,6 %	168	41,4 %
CC Beaucaire Terre d'Argence	30	23	25 %	31	33,7 %
CC de l'Agglomération de St-Girons	09	17	23,6 %	33	45,8 %
CC Avène-Bédarieux-Lamalou-Taussac-Le Bousquet d'Orb	34	16	22,5 %	23	32,4 %
CC Lodévois et Larzac	34	17	20,7 %	33	40,2 %
CC du Limouxin	11	24	20 %	57	47,5 %
CC du Pays de Foix	09	29	19,1 %	65	42,8 %
CC du Villefranchois	12	20	18,5 %	64	59,3 %
CA Alès Agglomération	30	74	18 %	137	33,3 %
CA du Muretain	31	22	17,6 %	47	37,6 %
CC de Cèze Cévennes	30	11	17,5 %	11	17,5 %
CA de Castres Mazamet	81	48	16,8 %	136	47,6 %
CC du Pays de Lunel	34	18	16,2 %	42	37,8 %
CA Carcassonne Agglo	11	71	15,8 %	156	34,7 %
CC Carmausin-Ségala	81	15	14,3 %	42	40 %
CA Perpignan Méditerranée [PMCA]	66	126	13,8 %	344	37,8 %

⁷ Il s'agit des anciens périmètres géographiques des EPCI, tels qu'ils existaient avant la loi NOTRe.

		PÉRIMÈTRE QPV STRICT		PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI	
EPCI	DÉPT.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ESS	PART / TOTAL ESS EPCI	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ESS	PART / TOTAL ESS EPCI
CA Grand Montauban	82	43	13 %	133	40,1 %
CC du Pays de Pamiers	09	14	12,8 %	53	48,6 %
CA Le Grand Narbonne	11	70	12,6 %	173	31,3 %
CA du Grand Tarbes	65	37	10,8 %	136	39,7 %
CA du Bassin de Thau	34	26	8,9 %	120	41 %
CA du Grand Auch Agglomération	32	20	8,7 %	34	14,7 %
CA de Nîmes Métropole	30	77	8,4 %	223	24,2 %
CC Tarn et Dadou	81	15	7 %	58	27,2 %
Montpellier Méditerranée Métropole	34	145	6,7 %	485	22,4 %
Toulouse Métropole	31	135	4,9 %	441	15,9 %
CA Hérault-Méditerranée	34	11	4,8 %	18	7,9 %
CC de Petite Camargue	30	3	3,4 %	14	15,7 %
CA du Gard Rhodanien	30	7	3,3 %	53	24,7 %
CA du Grand Rodez	12	7	2,2 %	15	4,7 %
CA de l'Albigeois [C2a]	81	10	2,1 %	42	8,7 %
CA du Grand Cahors	46	2	0,9 %	9	3,9 %
CC Pays d'Uzès	30	1	0,8 %	5	3,9 %
CC Région Lézignanaise, Corbières et Minervois	11	0	0 %	0	0 %
CC du Pays de Lourdes	65	0	0 %	3	2,9 %
CC des Albères et de la Côte Vermeille	66	0	0 %	0	0 %
MOYENNE			10 %		25,9 %

La **proportion des établissements de l'ESS du territoire implantés dans les QPV varie de 0 % à 44,4 %** selon les EPCI considérés au niveau de la région Occitanie. Quant à la **proportion** au sein du périmètre élargi, elle peut être nulle comme **aller jusqu'à 62,6 %**.

Les EPCI avec une implantation forte de l'ESS en QPV



Les EPCI dans lesquels la proportion des établissements de l'ESS localisés dans les QPV est élevée (surlignés en bleu foncé dans le tableau p.10-11) **sont, le plus souvent, de taille plutôt réduite**. Ils comptent, à l'échelle du territoire, un nombre relativement faible d'établissements de l'ESS⁸, lesquels sont donc, pour une bonne part, implantés dans ces quartiers.

Cette forte **concentration s'avère encore plus marquée lorsqu'on considère le périmètre élargi**⁹. Pour autant, il apparaît que cette concentration est majoritairement

le fait des établissements implantés dans les QPV eux-mêmes, ceux situés dans la zone des 300 mètres étant toujours moins nombreux que ces derniers.

Cette configuration représente une singularité par rapport à ce que l'on a observé, globalement, aux niveaux régional et départemental. Elle peut éventuellement s'expliquer par le fait que dans de telles communes de taille moyenne, ce sont souvent les centres-villes, où sont implantés une grande partie des activités, qui relèvent de la politique de la ville.

⁸ Une seule exception : la CA de Béziers-Méditerranée ; il s'agit d'ailleurs de la seule Communauté d'Agglomération parmi ces EPCI, les autres étant des Communautés de Communes. Cette particularité renvoie certainement au fait que les QPV au niveau de la CA de Béziers-Méditerranée, au nombre de trois, concentrent une part importante de la population de cette dernière, égale à près de 30 %.

⁹ Deux exceptions à cette règle peuvent toutefois être relevées : au niveau des CC Beaucaire Terre d'Argence, dans le Gard, et Avène-Bédarieux-Lamalou-Taussac-Le Bousquet d'Orb, dans l'Hérault, la part des établissements de l'ESS du territoire implantés dans les QPV est plutôt élevée, tandis que le ratio correspondant pour le périmètre élargi présente un niveau intermédiaire.

Les EPCI avec une implantation moyenne de l'ESS en QPV

Cette deuxième catégorie comprend un ensemble d'EPCI, aussi bien des CC que des CA, pour lesquels la part des établissements de l'ESS implantés dans les QPV présente des niveaux intermédiaires, tandis que **le ratio correspondant à l'échelle du périmètre élargi s'avère, en général, plutôt élevé** (surlignés en bleu moyen dans le tableau p.10-11).

Des écarts particulièrement significatifs entre ces deux périmètres se font jour pour la CC du Villefrancois (+ 40,8 points de pourcentage), dans l'Aveyron, la CC du Pays de Pamiers (+ 35,8), en Ariège,

la CA de Castres Mazamet (+ 30,8), dans le Tarn, la CA du Grand Tarbes (+ 28,9), dans les Hautes-Pyrénées, ou encore la CC du Limouxin (+ 27,5), dans l'Aude.

La hausse entre les deux périmètres est, en revanche, limitée pour la CA Alès Agglomération (+ 15,3), dans le Gard, et même inexistante pour la CC de Cèze Cévennes, également dans le Gard, pour laquelle aucun établissement de l'ESS n'est localisé dans la zone des 300 mètres alentour.

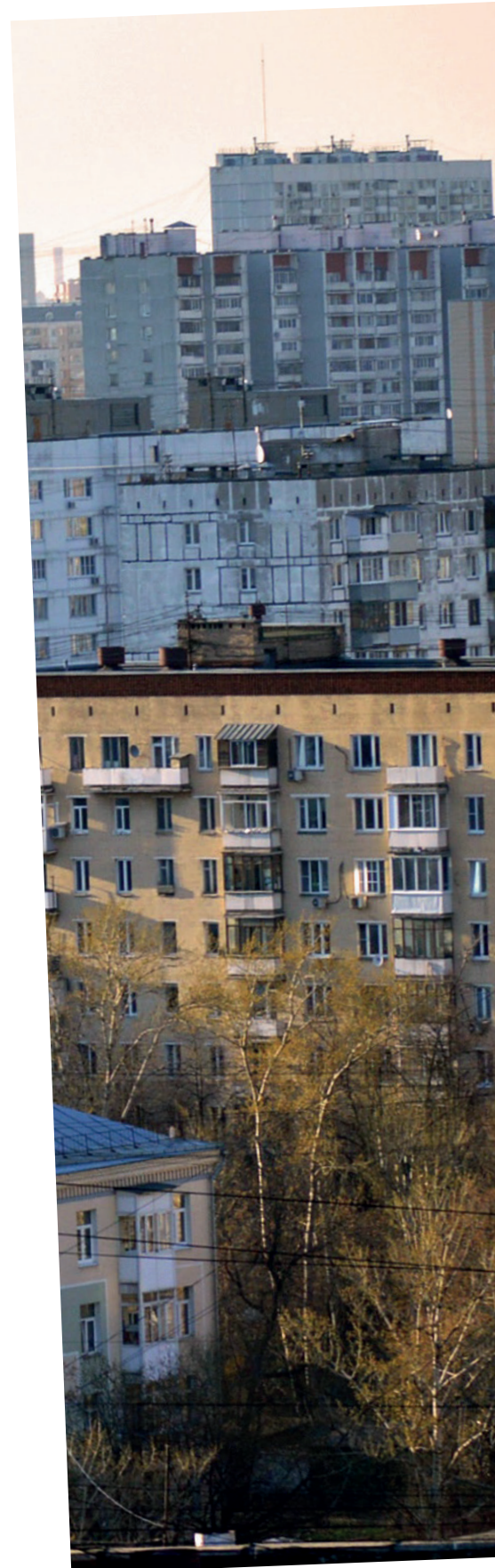
Les EPCI avec une implantation faible de l'ESS en QPV

Les EPCI dans lesquels la proportion des établissements de l'ESS du territoire implantés dans les QPV est faible (surlignés en bleu clair dans le tableau p.10-11) présentent également, le plus souvent, des taux assez réduits de localisation des établissements de l'ESS au sein du périmètre élargi¹⁰.

Les EPCI présentant une telle configuration sont majoritairement des Communautés d'Agglomération. On trouve

également dans cette catégorie les deux Métropoles de notre région, Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole.

Nous avons donc affaire ici, le plus souvent, à des zones géographiques relativement importantes en termes de population et qui comptent un nombre assez élevé d'établissements de l'ESS, divers quant à leurs activités et leur localisation dans le territoire.



¹⁰ Un des EPCI concernés fait toutefois exception, la CA du Bassin de Thau, dans l'Hérault, où la part des établissements de l'ESS localisés dans les QPV est réduite (8,9 %), alors que la proportion correspondante au niveau du périmètre élargi s'avère élevée (41 %).

FORMES JURIDIQUES DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ESS DANS LES QPV EN OCCITANIE

Les formes juridiques des établissements de l'ESS dans les QPV

FORME JURIDIQUE	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN QPV EN OCCITANIE	PART / TOTAL ESS RÉGION EN QPV	PART / TOTAL ESS FRANCE EN QPV	PART / TOTAL ESS RÉGION
Association	1 162	84,5 %	89,2 %	85,9 %
Coopérative	127	9,2 %	6,9 %	10,3 %
Mutuelle	82	6 %	3,3 %	3,5 %
Fondation	4	0,3 %	0,6 %	0,2 %
Société commerciale de l'ESS	0	0 %	–	–
Total ESS	1 375	100 %	100 %	100 %

Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016

La comparaison entre la répartition, selon leur forme juridique, des établissements employeurs de l'ESS implantés dans les QPV en Occitanie et la répartition correspondante à l'échelon régional fait apparaître quelques **différences significatives** :

> **Les associations**, qui forment, de loin, la principale composante de l'ESS, occupent une **place sensiblement plus réduite** dans les QPV qu'à l'échelle régionale : 84,5 % contre 85,9 % des établissements de l'ESS.

> **Les coopératives** s'avèrent, elles aussi, **sensiblement sous-représentées** dans les QPV par rapport à leur poids au niveau régional : 9,2 % contre 10,3 % des établissements employeurs de l'ESS. Ce résultat n'est guère étonnant dans la mesure où les coopératives agricoles, par nature absentes ou quasiment absentes des zones urbaines, représentent un poids relativement important au sein de la composante coopérative régionale.

> A contrario, **les mutuelles** se révèlent relativement **bien implantées** dans les QPV : elles y représentent 6 % des établissements employeurs de l'ESS, contre 3,5 % au niveau de l'Occitanie dans son ensemble.

Les formes juridiques des établissements de l'ESS dans les QPV en région et en France

La comparaison entre le niveau régional et le niveau national fait, elle aussi, apparaître quelques **différences notables** quant à la répartition, selon leur forme juridique, des établissements employeurs de l'ESS localisés dans les QPV :

> **Les associations** occupent **une place sensiblement moins importante** dans les QPV **en Occitanie** qu'à l'échelle nationale : 84,5 % contre 89,2 % du total des établissements employeurs de l'ESS implantés dans ces quartiers. Ainsi, alors que les associations sont, par rapport à la place qui est la leur au sein de l'ESS, surreprésentées dans les QPV au niveau national¹¹, cela n'est nullement le cas, comme on l'a vu ci-dessus, en Occitanie.

> Le degré d'implantation des **coopératives** dans les QPV est significativement **plus important en Occitanie qu'à l'échelle nationale** : 9,2 % contre 6,9 % du total des établissements employeurs de l'ESS localisés dans ces quartiers. Ainsi, alors que les établissements coopératifs sont nettement sous-représentés dans les QPV au niveau national, cette **sous-représentation est moins marquée à l'échelle régionale**. L'analyse des secteurs d'activité montrera que ces établissements relèvent certainement, **pour une bonne part, des banques coopératives**.

> Les **mutuelles** s'avèrent, elles aussi, **relativement plus présentes** au sein des QPV dans notre région qu'à l'échelle nationale : 6 % contre 3,3 % des établissements employeurs de l'ESS implantés dans ces quartiers.

NB : les fondations étant très peu nombreuses en Occitanie, les résultats les concernant ne sont guères significatifs. Quant aux sociétés commerciales de l'ESS, elles ne sont pas présentes dans les QPV en région et leur nombre au niveau national est trop réduit pour être significatif.

¹¹ Les informations relatives au niveau national comparant l'ESS dans les QPV ou dans les zones jusqu'à 300 mètres autour de ces derniers à la composition générale de l'ESS sont issues de l'étude exploratoire : « Les entreprises de l'ESS dans les quartiers Politique de la ville », publiée en mai 2017 par le CGET et le CN Cress.

Les formes juridiques des établissements de l'ESS dans le périmètre QPV élargi

FORME JURIDIQUE	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI EN OCCITANIE	PART / TOTAL ESS RÉGION EN PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI	PART / TOTAL ESS FRANCE EN PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI	PART / TOTAL ESS RÉGION
Associations	2 986	83,9 %	86,7 %	85,9 %
Coopératives	321	9 %	7,8 %	10,3 %
Mutuelles	243	6,8 %	4,7 %	3,5 %
Fondations	11	0,3 %	0,7 %	0,2 %
Sociétés commerciales de l'ESS	0	0 %	–	–
Total ESS	3 561	100 %	100 %	100 %

Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016

Si l'on considère à présent le périmètre intégrant les QPV et la zone des 300 mètres alentour, les constats établis précédemment à l'échelle des seuls QPV demeurent, globalement, valables.

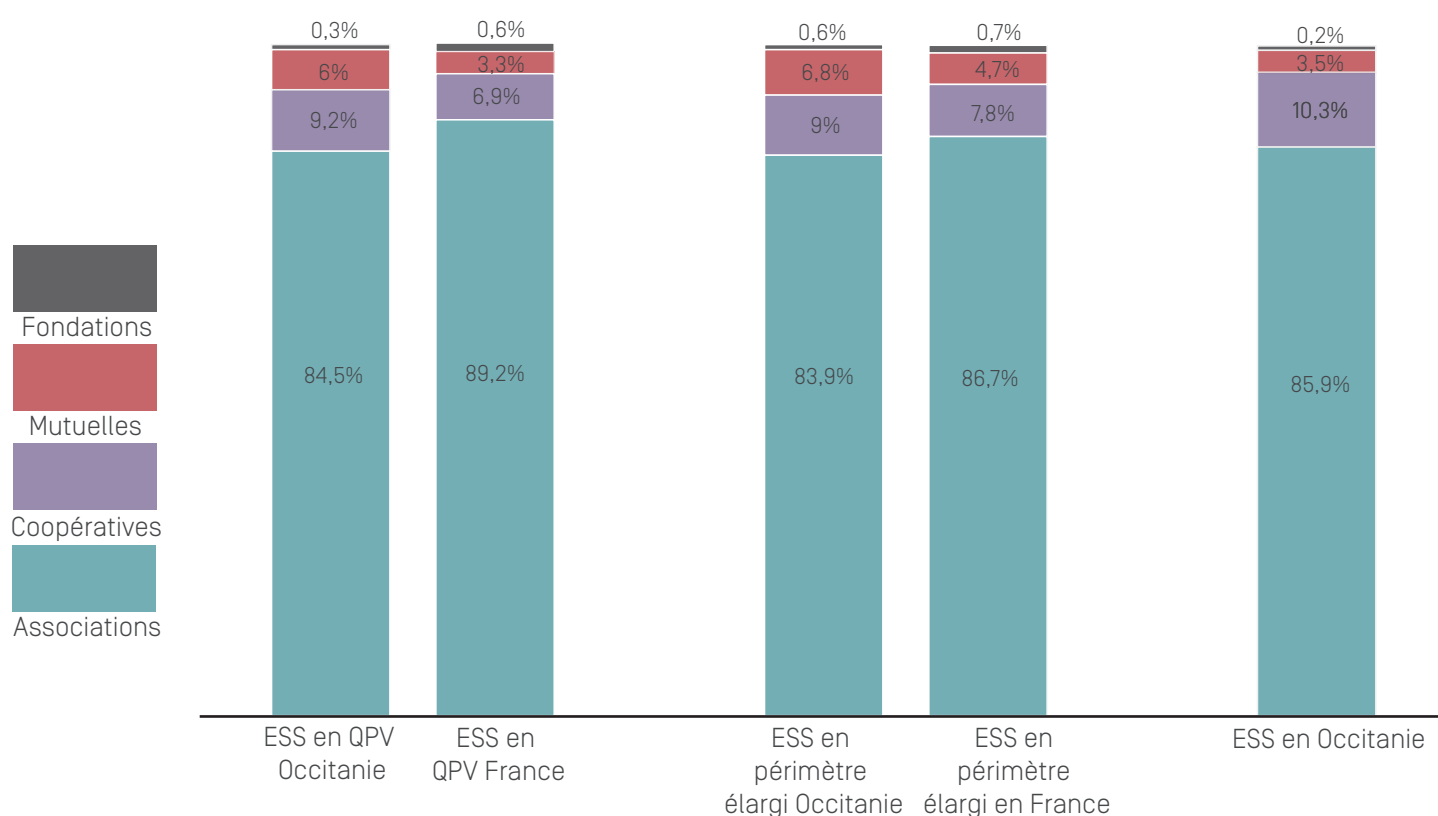
On notera néanmoins :

> Comparativement à la répartition juridique des établissements de l'ESS à l'échelle régionale, que la **sous-représentation des associations** et la **sur-représentation des mutuelles**, déjà constatée au niveau des QPV, s'avèrent **encore un peu plus marquées**.

> Qu'en dépit du point précédent, **les différentiels entre le niveau régional et le niveau national** observés pour les diverses composantes juridiques de l'ESS à l'échelle des seuls QPV sont sensiblement **moins marqués pour ce périmètre élargi**¹².

¹² Sauf pour les fondations, mais l'écart, minime (0,1 point de pourcentage) n'est nullement significatif.

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DE L'ESS PAR FORME JURIDIQUE DANS LES QPV EN OCCITANIE ET EN FRANCE :



Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016

Au final, **le profil de l'ESS, du point de vue de la forme juridique des établissements, s'avère assez singulier au sein des quartiers de notre région** par rapport à celui observé à l'échelle nationale ; sous-représentation des associations et sur-représentation des mutuelles, pour l'essentiel. Cette spécificité étant plus affirmée au niveau du périmètre des QPV qu'à celui du périmètre intégrant, en plus de ces derniers, la zone des 300 mètres alentour.

SECTEURS D'ACTIVITÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ESS DANS LES QPV EN OCCITANIE

Les secteurs d'activité des établissements de l'ESS dans le périmètre QPV strict

SECTEUR D'ACTIVITÉ	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ESS EN QPV EN OCCITANIE	PART / TOTAL ESS RÉGION EN QPV	PART / TOTAL ESS FRANCE EN QPV	PART / TOTAL ESS RÉGION
Action sociale	200	14,5 %	21,7 %	11,9 %
Sport et loisirs	175	12,7 %	11,2 %	16,3 %
Activités financières et d'assurance	150	10,9 %	6,9 %	7,1 %
Arts et spectacles	125	9,1 %	10,8 %	10,6 %
Enseignement, Formation	124	9 %	7,2 %	7,6 %
Soutien aux entreprises	72	5,2 %	3,7 %	6,6 %
Activités diverses	47	3,4 %	3 %	2,6 %
Santé	33	2,4 %	2,5 %	1,8 %
Commerce	28	2 %	1,2 %	2,6 %
Hébergement et restauration	17	1,2 %	2 %	1,4 %
Industrie, Construction	9	0,7 %	0,5 %	1,8 %
Agriculture, sylviculture et pêche	1	0,1 %	0,1 %	1 %
Non-classés	394	28,7 %	29,1 %	28,8 %
Total ESS	1 375	100 %	100 %	100 %

Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016

Il apparaît que **les secteurs d'activité de l'ESS les plus représentés au sein des QPV¹³ sont aussi ceux qui occupent une place relativement importante à l'échelle régionale** [comme à l'échelle nationale, du reste], soit l'action sociale, le sport et les loisirs, les activités financières et d'assurance, les arts et spectacles et l'enseignement, formation.

Ces cinq secteurs regroupent 56,2 % des établissements de l'ESS localisés dans les QPV en Occitanie et 53,5 % du total des établissements de l'ESS régionale.

La comparaison entre ces deux échelons fait apparaître quelques différences intéressantes :

> le poids des activités financières et d'assurance s'avère significativement plus élevé dans les QPV qu'à l'échelle régionale : 10,9 % contre 7,1 % du total des établissements employeurs de l'ESS. Ce résultat est d'autant plus notable qu'il ne se retrouve pas au niveau national, où les activités financières et d'assurance au sein des QPV sont sous-représentées par rapport à la place qui est la leur dans l'ensemble de l'ESS. La sur-représentation de ces activités dans les QPV en Occitanie peut être mise en relation avec la place relativement importante qu'occupent les mutuelles au sein de ces quartiers [cf. supra]. Elle montre aussi que les banques coopératives semblent assez bien implantées dans les QPV en Occitanie.

¹³ Hors « non-classés » : les établissements dits « non-classés » représentent une proportion importante du total des établissements de l'ESS, aussi bien dans les QPV qu'en dehors de ces derniers, et ce, à l'échelle régionale comme nationale. Cette catégorie regroupe des associations qui n'ont pas pu être rattachées à un secteur d'activité particulier au moment de leur immatriculation dans le fichier Sirene, lesquelles, en conséquence, ont été affectées au code APE 94.99Z : « Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire ». D'expérience, on sait néanmoins qu'une fraction significative de ces établissements relève des secteurs des loisirs, de la culture, de l'enseignement et de l'action sociale.

> Le secteur de l'action sociale représente également une part du total des établissements de l'ESS plus élevée dans les QPV qu'au niveau régional :

14,5 % contre 11,9 %. Cette sur-représentation existe aussi à l'échelle nationale, où elle est d'ailleurs encore plus marquée.

La présence relativement importante de ce secteur dans les QPV peut être mise en relation avec l'importance des besoins sociaux qui s'y trouvent concentrés.

L'analyse du détail des activités concernées montre d'ailleurs que ces établissements relèvent principalement de l'action sociale sans hébergement

[insertion, accompagnement social et professionnel...] et de l'accueil de jeunes enfants [crèches, garderies].

> Le secteur de l'enseignement et de la formation apparaît lui aussi assez bien implanté dans les QPV :

il y représente 9 % des établissements de l'ESS, alors que le ratio correspondant au niveau régional s'établit à 7,6 %. Cette sur-représentation, qui ne se retrouve pas au niveau national, est à mettre en relation, là encore, avec l'importance des besoins sociaux, notamment de formation et d'insertion professionnelle, que l'on rencontre dans ces quartiers.

A contrario, **deux secteurs s'avèrent sous-représentés dans les QPV** par rapport au poids qui est le leur au sein de l'ESS régionale :

> Les sports et loisirs : 12,7 % des établissements de l'ESS dans les QPV contre 16,3 % à l'échelle de l'Occitanie. Cette sous-représentation, qui s'observe aussi au niveau national, est assez surprenante du fait que la population de ces quartiers est, en général, relativement jeune : en moyenne, au niveau national, la part des habitants de moins de 15 ans y dépasse de 6 points celle des unités urbaines « englobantes »¹⁴.

> Les arts et spectacles : 9,1 % des établissements de l'ESS dans les QPV contre 10,6 % au niveau régional. Cette sous-représentation ne se vérifie pas, en revanche, à l'échelle nationale, où la part des établissements de l'ESS appartenant à ce secteur dans les QPV est assez proche de celle observée pour l'ESS dans son ensemble.

Les autres secteurs d'activité occupent des places réduites, à l'image de ce que l'on observe à l'échelle de l'ESS dans son ensemble.



¹⁴ Insee Première n° 1593 (Mai 2016) : « Les habitants des quartiers de la politique de la ville. La pauvreté côtoie d'autres fragilités ».

Les secteurs d'activité des établissements de l'ESS dans le périmètre QPV élargi

SECTEUR D'ACTIVITÉ	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ESS EN PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI EN OCCITANIE	PART / TOTAL ESS RÉGION EN PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI	PART / TOTAL ESS FRANCE EN PÉRIMÈTRE QPV ÉLARGI	PART / TOTAL ESS RÉGION
Action sociale	537	15,1 %	19,4 %	11,9 %
Sport et loisirs	451	12,7 %	12,5 %	16,3 %
Arts et spectacles	420	11,8 %	11,5 %	10,6 %
Activités financières et d'assurance	411	11,5 %	8,7 %	7,1 %
Enseignement, Formation	335	9,4 %	8,7 %	7,6 %
Soutien aux entreprises	198	5,6 %	4,6 %	6,6 %
Activités diverses	112	3,1 %	2,9 %	2,6 %
Santé	92	2,6 %	2,9 %	1,8 %
Commerce	64	1,8 %	1,4 %	2,6 %
Hébergement et restauration	41	1,2 %	1,6 %	1,4 %
Industrie, Construction	21	0,6 %	0,6 %	1,8 %
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0,1 %	0,1 %	1 %
Non-classés	877	24,6 %	25 %	28,8 %
Total ESS	3 561	100 %	100 %	100 %

Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016

Si l'on élargit le périmètre d'observation à la zone allant jusqu'à 300 mètres autour des QPV, les constats établis précédemment à l'échelle de ces derniers demeurent, pour l'essentiel, valables.

On constate ainsi, par rapport à la répartition sectorielle de l'ESS en Occitanie, une **sur-représentation des secteurs des activités financières et d'assurance, de l'action sociale et de l'enseignement, formation**. Cette sur-représentation s'avère d'ailleurs, pour chacun de ces trois secteurs, encore un peu plus marquée qu'à l'échelle des seuls QPV.

En revanche, alors que le **secteur des arts et spectacles** était sous-représenté au sein de ces quartiers par rapport à sa place à l'échelon régional, il s'avère

sur-représenté, toujours en comparaison avec cet échelon, si l'on considère le périmètre élargi des QPV et des 300 mètres alentour. Un nombre élevé d'établissements de l'ESS relevant des arts et spectacles (295), soit plus des 2/3 des établissements concernés, se trouvent en effet localisés, en Occitanie, dans la zone des 300 mètres.

Quant au **secteur des sports et loisirs**, il demeure sous-représenté au niveau de ce périmètre élargi par rapport à sa part dans l'ESS régionale, cette sous représentation étant équivalente à celle observée à l'échelle des seuls QPV.

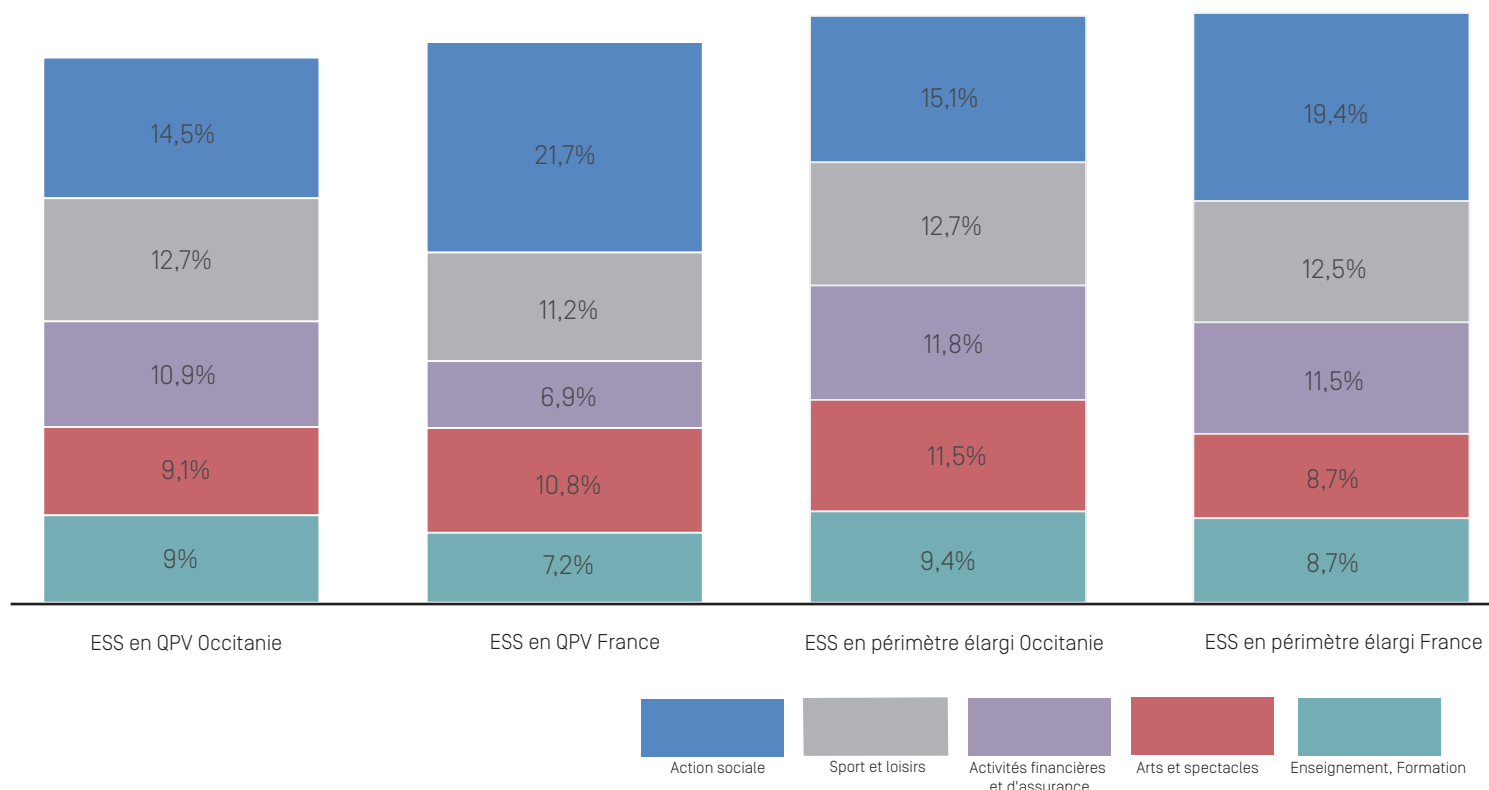
La **comparaison entre les échelons régional et national** montre la persistance de la sous-représentation de l'action sociale et de la sur-représentation des activités financières et d'assurance, déjà constatées au sein des seuls QPV.

En revanche, la sous-représentation, par rapport à l'échelon national, du secteur des arts et spectacles constatée au niveau des QPV disparaît totalement dès lors que l'on prend en compte le périmètre élargi, ce qui

est évidemment à mettre en relation avec le nombre élevé d'établissements de l'ESS appartenant à ce secteur implantés dans les zones des 300 mètres en Occitanie.

On peut aussi observer que la sur-représentation, toujours par rapport à l'échelon national, du secteur de l'enseignement, formation, qui était assez significative pour le zonage des QPV, s'affaiblit nettement quand on passe au niveau du périmètre élargi.

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DE L'ESS POUR LES 5 PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ EN OCCITANIE ET EN FRANCE :



Source : Cress Occitanie / Observatoire régional de l'ESS, d'après données du CGET et Insee Sirene 2016



Les éléments chiffrés de ce Panorama montrent **une présence significative de l'ESS dans les QPV en Occitanie, sensiblement plus importante, en proportion, que celle du reste de l'économie privée.** Cette sur-représentation de l'ESS dans les QPV s'observe également à l'échelle nationale, mais elle est y est moins marquée qu'en région.

Cette présence de l'ESS est encore nettement plus affirmée lorsqu'on considère le périmètre élargi comprenant les QPV et la zone allant jusqu'à 300 mètres autour de ces derniers. Cette forte implantation d'établissements de l'ESS dans cette zone n'est pas propre à notre région et se retrouve aussi dans quasiment tous les départements en Occitanie.

Des différences significatives existent entre les treize départements de la région quant à la part des établissements, aussi bien de l'ESS que du secteur marchand, localisés dans les QPV. Sans qu'il y ait une corrélation stricte, on peut constater que ces ratios ont tendance à progresser avec la proportion de la population départementale habitant dans ces quartiers.

Lorsqu'on descend maintenant **à l'échelle des EPCI, des différences très importantes se font jour** quant à la part des établissements de l'ESS implantés dans les QPV ou dans les périmètres élargis correspondants. On trouve parmi les EPCI où ces ratios sont les plus faibles beaucoup de Communautés d'Agglomération et les deux Métropoles de notre région. Ce résultat est assez logique, dans la mesure où il s'agit d'EPCI de taille plutôt importante en termes de population, qui comptent un nombre élevé d'établissements de l'ESS, diversifiés quant à leurs activités et leur localisation à l'intérieur des territoires concernés.

La composition de l'ESS, en termes de statuts juridiques et de secteurs d'activité, au niveau des QPV ou du périmètre élargi, présente certaines singularités en Occitanie :

> Les associations y sont sous-représentées et les mutuelles sur-représentées, aussi bien par rapport à la place qu'elles occupent dans l'ESS régionale que vis-à-vis de leurs poids à l'échelle nationale dans ces deux zonages.

> Les secteurs de l'action sociale, des activités financières et d'assurance, de l'enseignement-formation y sont sur-représentés par rapport à la place qu'occupe chacun d'eux au sein de l'ESS régionale. La sur-représentation, au niveau des deux zonages considérés, du secteur de l'action sociale s'observe aussi au niveau national. En revanche, la sur-représentation du secteur des activités financières et d'assurance ne se retrouve pas à l'échelon national ; cette singularité mériterait de faire l'objet d'analyses complémentaires pour en identifier les raisons, et déterminer, notamment, si elle peut s'expliquer, au moins partiellement, par une stratégie délibérée d'implantation dans ces quartiers des entreprises concernées.

Au final, la présente synthèse permet de disposer d'une première approche du lien entre l'ESS et la Politique de la Ville en Occitanie, à la faveur de laquelle quelques spécificités ont été mises au jour et hypothèses avancées en vue de les expliquer.

Une nouvelle étape pourrait consister à **approfondir l'analyse en complétant les données statistiques ici présentées par des éléments issus d'une démarche qualitative** menée au plus près des territoires.

LA CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE OCCITANIE (CRESS OCCITANIE) : pilote d'un développement de l'ESS inclusif et durable sur le territoire régional

> LE CADRE LÉGISLATIF ET LES MISSIONS DES CRESS

Les CRESS sont reconnues et implantées sur les territoires avec, pour cadre législatif, l'article 6 de la loi du 31 juillet 2014 : « Les Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire assurent au plan local la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire. [...] Elles assurent à cet effet, au bénéfice des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sans préjudice des missions des organisations professionnelles ou interprofessionnelles et des réseaux locaux d'acteurs », les missions suivantes :

- La représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l'économie sociale et solidaire ;
- L'appui à la création, au développement et au maintien des entreprises ;
- L'appui à la formation des dirigeants et des salariés des entreprises ;
- L'animation d'un observatoire des données régionales de l'ESS relatives aux entreprises de l'ESS ;
- L'information et la mise en relation des entreprises de l'ESS à l'échelle européenne / internationale ;
- La promotion de l'ESS en tant que mode d'entreprendre spécifique

> L'OFFRE DE SERVICES AUX ENTREPRISES DE L'ESS ET AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

• Observatoire :

Réalisation de diagnostics territoriaux, portraits de territoire, chiffres-clés, notes de conjoncture, liste et géolocalisation des entreprises, fiches entreprises/réseaux ESS et portraits d'acteurs, aide à la décision, conférences...

• Développement économique :

Animation et structuration de filières, développement d'affaires (Salon d'affaires Coventis, RDV d'affaires territoriaux Coventis Club...), centre de ressources/information/orientation porteurs de projet et entreprises de l'ESS, formation / sensibilisation à l'ESS.

• Animation territoriale et coopérations :

Petits-déjeuners/matinales professionnelles ESS, rencontres entreprises / financeurs, valorisation des PTCE, animation de Pôles ESS, animation des Comités territoriaux du Mois de l'ESS...

• Communication :

Information sur l'ESS en région/national et européen, co-organisation d'événements (Mois de l'ESS), valorisation des politiques ESS territoriales dans les supports de communication de la CRESS...

LE RÉSEAU DES OBSERVATOIRES DE L'ESS

L'Observatoire régional de l'ESS de la Cress Occitanie fait partie du dispositif de mesure et d'observation de l'ESS en France et dans les régions, réseau de compétences et d'expertise mis en place par les Cress et le CN Cress.

LES PUBLICATIONS DE LA CRESS OCCITANIE

LES FOCUS



LES PANORAMAS TERRITORIAUX



LES GUIDES ENTREPRENDRE EN ESS



LES FICHES ENTREPRISES/RÉSEAUX ESS



LES NOTES DE CONJONCTURE



Toutes les publications de l'ORESS sont à retrouver ou télécharger sur : www.cressoccitanie.org rubrique « OBSERVER ».



CRESS OCCITANIE

Siège social : Toulouse - 70 boulevard Matabiau - Tél : 05 62 16 65 50

Délégation Générale : Montpellier - Immeuble Le Richemont - 1047 avenue Villeneuve d'Angoulême - Tél : 04 67 60 20 28

cressoccitanie.org / coventis.org